

3^o vague
14/03/97
INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

Enquête sur le devenir des enfants naturels

Responsables : Francisco Munoz-Pérez et France Prioux

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

et

UTILISATION DE POLLUX

Janvier 1997

Enquête sur le devenir des enfants naturels

INSTRUCTIONS GENERALES

| | |
|--|-----------|
| 1 - Objectif de l'enquête et informations générale | 3 |
| a) Quelques règles juridiques sur la filiation | 3 |
| b) Le champ de l'enquête | 4 |
| 2 - Le registre de naissances de l'état civil | 4 |
| 3 - Renseignements figurant sur l'acte de naissance et instructions pour leur collecte..... | 5 |
| A - L'acte de naissance au sens strict | 5 |
| B - Les mentions marginales | 6 |
| 1 - <i>La mention de reconnaissance</i> | 6 |
| 2 - <i>La mention de légitimation par mariage</i> | 7 |
| 3 - <i>Autres mentions</i> | 7 |
| a) Déclaration conjointe de changement de nom (ou dation de nom) devant le Juge des Tutelles | 7 |
| b) Mention d'acte provisoire | 8 |
| c) Mention d'adoption (pléniaire) | 8 |
| d) Mention d'adoption simple | 9 |
| e) Mention de jugement | 9 |
| f) Mentions de mariage et de décès | 10 |
| 4 - Corrections sur l'acte de naissance..... | 10 |
| a) Les renvois | 10 |
| b) Les rectifications par décision du procureur de la République | 11 |

| | |
|---|-----------|
| 5 - Mentions et inscriptions diverses sans intérêt pour l'étude | |
| a) Mentions | 11 |
| b) Inscriptions au crayon..... | 12 |
| 6 - Catégories d'actes rencontrés..... | 12 |
| A - Les trois facteurs considérés | 12 |
| 1- <i>La nature de l'acte enregistré</i> | 12 |
| 2 - <i>Le contenu de l'acte</i> | 13 |
| 3 - <i>La nature des mentions portées en marge</i> | 13 |
| B - Présentation abrégée des catégories d'actes | 15 |
| 7 - Phases de la collecte et modalités du dépouillement | 15 |
| A - Le listage des actes | 16 |
| B - Le relevé sur ordinateur..... | 16 |
| EXEMPLE | 17 |
| 8 - Questionnaire incomplet, carnet de rendez-vous, reprise de questionnaire | 18 |
| a) Qu'est-ce qu'un questionnaire incomplet..... | 18 |
| b) Comment procéder? | 19 |
| 1) <i>Reconnaissance (ou mariage) dans la mairie de naissance de l'enfant.....</i> | 19 |
| 2) <i>Reconnaissance (ou mariage) dans une autre mairie.....</i> | 19 |
| 9 - Liste des modules tels qu'ils figurent dans le logiciel..... | 20 |
| Annexe. Formules de mentions peu courantes..... | 21 |

1 - Objectif de l'enquête et informations générales

Il y a trente ans on comptait chaque année 50 000 naissances hors mariage, qui représentaient 6% du total. Aujourd'hui, environ 250 000 enfants par an naissent hors mariage, soit un enfant sur trois. L'objectif de l'étude est de connaître le statut juridique et la filiation des enfants nés hors mariage au moment de la naissance, et de suivre les changements qui se produisent après.

La collecte des informations se fait sur les registres de l'état civil. Plus précisément, ce sont l'acte de naissance et les mentions notées en marge de l'acte qui contiennent les renseignements nécessaires à l'étude. Dans certains cas, la consultation d'autres actes d'état civil - acte de reconnaissance ou acte de mariage - est indispensable pour compléter des informations manquantes dans l'acte de naissance.

Afin d'observer l'évolution des comportements en la matière, une longue période doit être couverte. Aussi les relevés porteront sur les enfants nés vers 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990 et 1994.

La collecte s'effectue selon deux modalités : a) un relevé léger ou listage, portant sur tous les actes d'une période déterminée, b) un relevé complet des informations contenues sur certains actes. L'opération de listage s'effectue sur papier, celle de relevé complet par saisie directe sur ordinateur, au moyen d'un "questionnaire".

a) Quelques règles juridiques sur la filiation

Le statut juridique de l'enfant à sa naissance et les changements qu'il peut subir ultérieurement obéissent à un certain nombre de règles dont la connaissance peut faciliter la collecte des informations. En voici les plus courantes.

Lorsque les parents d'un enfant sont mariés, l'enfant est dit "légitime" et le lien de filiation avec la mère et le père est automatiquement établi, sans qu'aucune démarche particulière soit nécessaire. En revanche, lorsque les parents ne sont pas mariés, l'établissement des liens de filiation de l'enfant —dit alors "naturel"— avec son père et avec sa mère n'est pas automatique : il exige de chacun d'eux un acte volontaire de reconnaissance¹. Cette reconnaissance peut être faite séparément ou conjointement par les deux parents, et peut intervenir avant la naissance de l'enfant, au moment de la déclaration de celle-ci, ou après. L'enfant portera le nom du parent qui l'a reconnu en premier, ou celui du père s'il s'agit d'une reconnaissance conjointe.

Un enfant né hors mariage peut ensuite être légitimé au moment du mariage de ses parents. Il acquiert alors automatiquement le nom du père, s'il ne le portait pas auparavant.

Outre la reconnaissance ou la légitimation, d'autres événements plus rares peuvent survenir qui modifient la filiation de l'enfant, son nom ou son statut.

Si la mère, ayant reconnu en premier l'enfant, lui a donné son nom, une simple déclaration devant le juge des tutelles (ou, récemment, devant le juge des affaires matrimoniales), faite conjointement par les deux parents, permet à l'enfant de porter le nom du père.

¹ L'indication du nom de la mère sur l'acte de naissance ne suffit pas à établir la filiation de l'enfant naturel, et des preuves montrant que l'enfant est élevé par la mère sont nécessaires (preuves dites de la *possession d'état*). Il est plus simple, dans ces conditions, de reconnaître l'enfant par la procédure habituelle de la déclaration.

La reconnaissance paternelle et la légitimation peuvent être annulées ; une légitimation peut intervenir après le mariage, à l'égard des deux parents (légitimation appelée parfois postnuptias) ou d'un seul (lorsque le mariage est impossible) ; l'enfant peut bénéficier d'une adoption plénière ou simple ; il peut reprendre le nom de sa mère... A la différence des précédents, ces événements résultent d'un jugement.

Un enfant né dans le mariage, donc légitime, peut être désavoué par son père. Ce dernier peut également voir sa paternité contestée. L'enfant devient naturel, et il est donc susceptible d'être reconnu par son véritable père. Un enfant légitime peut aussi, depuis la loi de 1972, être reconnu directement par un autre père s'il est avéré que le père légitime n'élève pas lui-même l'enfant. Comme dans les deux cas précédents, l'enfant devient naturel.

Enfin, un enfant abandonné par ses parents voit sa filiation annulée si ses parents demandent le secret.

b) Le champ de l'enquête

L'opération de collecte porte prioritairement sur les enfants nés en 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990 et 1994. Mais, afin d'obtenir les effectifs nécessaires à l'échantillon, dans certaines mairies les relevés se feront également sur l'année précédant l'une ou l'autre des années-pivot ci-dessus. Dans certains cas, plus rares, ils pourront porter également sur l'année suivant l'année-pivot.

Le champ de l'enquête est constitué, en principe, par les naissances hors mariage. Toutefois, certains types de naissances légitimes font également partie du champ. Il s'agit des enfants légitimes qui deviennent naturels, en raison d'un jugement ou d'une reconnaissance (cf. ci-dessus), et des enfants légitimes qui font l'objet d'une adoption ou d'un acte provisoire de naissance².

2 - Le registre de naissances de l'état civil

Dans la plupart des mairies, l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès se fait sur des registres séparés. Dans le registre de naissances, les actes de naissance sont enregistrés (à raison d'un, deux ou trois actes par page) selon l'ordre chronologique de la déclaration. Lorsque la mairie enregistre beaucoup de naissances, une année peut occuper plusieurs volumes. Au début de l'année, en raison du délai qui s'écoule entre la naissance et sa déclaration, on rencontre des naissances survenues l'année précédente ; au contraire, des naissances survenues en fin d'année ne seront enregistrées que l'année suivante. Dans l'enquête, les naissances considérées sont celles enregistrées dans l'année collectée.

Le registre de naissances contient également des actes de reconnaissance (parfois conservés dans un volume séparé), ainsi que d'autres actes beaucoup moins fréquents, apparentés d'une façon ou d'une autre aux actes de naissances : actes provisoires de naissances, transcriptions de jugements (d'adoption, de désaveu ...), procès verbal de découverte d'enfant Les renseignements contenus dans ces actes n'intéressent pas l'enquête (sauf dans le cas particulier des actes de reconnaissance, qui peuvent fournir des informations manquantes, comme nous le verront plus loin). Mais le bon déroulement de la collecte exige qu'au cours de l'opération de listage l'enquêteur puisse les reconnaître et les distinguer des actes de naissance

² L'appartenance de la première catégorie au champ de l'enquête va de soi car, devenus enfants naturels, ils sont susceptibles ensuite d'être reconnus, légitimés ...L'intérêt de la seconde catégorie tient au fait qu'elle permet des comparaisons avec les enfants naturels qui connaissent les mêmes événements.

proprement dits. On trouvera plus loin les éléments nécessaires pour distinguer les différentes catégories d'actes.

3 - Renseignements figurant sur l'acte de naissance et instructions pour leur collecte

Dans un acte de naissance on distingue, d'une part, *l'acte de naissance* au sens strict, tel qu'il a été rédigé au moment de la déclaration de la naissance, avec les informations alors disponibles, et, d'autre part, *les mentions portées en marge* de l'acte, après la déclaration, à mesure que des événements modifiant le statut de l'enfant, sa filiation ou son nom se produisent.

A - L'acte de naissance au sens strict

L'acte de naissance proprement dit contient des informations sur l'enfant (date et heure de la naissance, lieu, prénom, sexe) et sur les parents, lorsqu'ils sont nommés (nom, prénom, lieu et date de naissance, profession et domicile).

Si le père et la mère sont nommés, l'acte de naissance d'un enfant naturel se présente sous une forme presque identique à celui d'un enfant légitime. Mais dans le dernier cas, on trouve toujours, après les renseignements concernant la mère, l'expression « son épouse », absente dans l'acte de naissance d'un enfant naturel.

- Types d'acte d'enfant naturel.

On trouve quatre types d'acte d'enfant naturel :

- 1) les père et mère figurent sur l'acte ;
- 2) seule la mère figure sur l'acte ;
- 3) seul le père figure sur l'acte ;
- 4) aucun parent ne figure sur l'acte.

Si l'enfant est reconnu avant la naissance ou au moment de celle-ci, on trouvera, dans l'acte, après le nom de l'auteur de la reconnaissance et les informations le concernant, l'expression qui l'a (l'ont) reconnu à le ... ", s'il s'agit d'une reconnaissance prénatale (exemple n° 509), ou l'expression " qui déclare(nt) le reconnaître" (ex. n° 511), s'il s'agit d'une reconnaissance faite au moment de la déclaration de la naissance. La reconnaissance peut être le fait d'un seul des parents (ex. n° 524), de chacun d'eux séparément (ex. n° 511), ou des deux conjointement (ex. n° 509 et 548).

Une reconnaissance conjointe implique que les parents aient reconnu l'enfant par un seul acte de reconnaissance ou qu'ils le reconnaissent tous deux au moment de la déclaration, en signant l'acte de naissance. Cependant, dans le cas d'une reconnaissance anticipée par les deux parents, il peut arriver que les reconnaissances paternelle et maternelle aient eu lieu le même jour sans qu'il s'agisse pour autant d'une reconnaissance conjointe. La date et le lieu de la reconnaissance sont indiquées alors séparément pour chacun des parents (ex. n° 517).

Lorsque le nom du père figure sur l'acte, il est très rare qu'il n'ait pas reconnu l'enfant, au moment de la naissance ou avant. En revanche, la présence du nom de la mère, seul ou avec celui du père, ne s'accompagne pas toujours d'une reconnaissance de celle-ci sur l'acte de naissance (ex. n° 524).

Les actes du 4ème type correspondent à des accouchements où la mère a demandé l'anonymat (accouchement sous X). Ils sont très rares, de l'ordre d'un millier par an aujourd'hui

(ex. n° 541). Dans l'opération de listage ces actes seront désignés par le sigle "NX" et ils devront tous faire l'objet d'un relevé complet.

Pour le remplissage du questionnaire il est très important de bien déterminer le type d'acte que l'on s'apprête à saisir car les renseignements demandés vont varier d'un type à l'autre.

B - Les mentions marginales

Toute acte ou déclaration modifiant le statut, la filiation ou, plus généralement, l'état civil de l'enfant doit être mentionné, sous une forme résumée, en marge de l'acte de naissance. Le report est fait rapidement si l'événement a eu lieu dans la mairie de naissance, ou dès que l'avis de mention y parvient dans les autres cas.

Les mentions les plus courantes sont celle de reconnaissance et celle de légitimation par mariage.

1 - La mention de reconnaissance

Les reconnaissances ne sont portées en marge que si elles sont effectuées après l'enregistrement de la naissance de l'enfant. La mention en marge indique toujours le nom de l'auteur de la reconnaissance, suivi, en principe, du lieu et de sa date de naissance. Mais ces deux dernières informations sont parfois absentes. Quant à sa profession et à son domicile, ils sont rarement indiqués (n° 537).

Selon la ou les personnes citées, la mention de reconnaissance peut être paternelle, maternelle ou conjointe. *Dans le questionnaire, le module à remplir diffère pour chacun des trois cas.*

On peut trouver en marge une reconnaissance maternelle et une reconnaissance paternelle faites le même jour, sans qu'il s'agisse pour autant d'une reconnaissance conjointe. On a alors, en principe, deux mentions de reconnaissance distinctes (ou plus rarement une seule mention avec indication séparée du lieu et la date de la reconnaissance pour chacun des parents). *Quel que soit le cas, dans le questionnaire on prendra soin de bien remplir un module de reconnaissance paternelle et un module de reconnaissance maternelle.*

On peut rencontrer sur un acte deux reconnaissances de la mère, par exemple, lorsqu'elle a reconnu l'enfant dans l'acte de naissance puis renouvelle la reconnaissance au moment de la légitimation par mariage. Il s'agit d'erreurs dont il ne faut pas tenir compte, et on ne prendra alors en considération que la reconnaissance la plus ancienne. On devra cependant l'indiquer dans les remarques en fin de module. Pour le père, le cas précédent est théoriquement possible mais très rare.

En revanche, on peut trouver deux reconnaissances successives de deux pères différents, auquel cas la première reconnaissance a été nécessairement annulée par un jugement. Dans la phase de listage, ces actes sont catégorisés NJ et doivent tous faire l'objet d'un relevé complet. *Pour la seconde reconnaissance, le module à remplir n'est pas celui de "Reconnaissance paternelle" mais celui de "Deuxième reconnaissance ou reconnaissance d'un enfant légitime".*

Pour les enfants nés légitimes, deux cas peuvent se présenter :

a) la reconnaissance intervient sans que la première filiation ait été annulée par un jugement. La mention de reconnaissance précise alors "mention apposée sur réquisition du procureur de la République (du Parquet)" (formule de mention n°8 page 24). Les actes revêtus d'une mention de ce type doivent être catégorisés LR dans le listage, et font tous l'objet d'un relevé complet,

b) la reconnaissance vient après un jugement d'annulation de la filiation légitime. Ces actes son catégorisés LJ (voir plus loin). Ils font tous l'objet d'un relevé complet.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le module à remplir sera "Deuxième reconnaissance ou reconnaissance d'un enfant légitime".

2 - La mention de légitimation par mariage

Elle contient, outre des informations similaires à celles de la mention de reconnaissance, le lieu et la date du mariage légitimant (ex. n° 512). Souvent l'enfant qui est légitimé par mariage a déjà été reconnu auparavant par ses deux parents. *Dans ce cas, le module à remplir est celui de "Légitimation par mariage des parents".*

Lorsque l'enfant n'a pas été reconnu auparavant par ses parents (ou par l'un d'eux), la mention indique, en principe, qu'il y eu reconnaissance en vue de la légitimation (ex. n° 546). *Dans ce cas, le module à remplir est celui de "Reconnaissance-Légitimation". Notons bien que ce module doit être rempli même si un seul des parents reconnaît l'enfant au moment du mariage, l'autre l'ayant déjà reconnu auparavant.*

Enfin, on peut rencontrer des mentions de légitimation d'enfants qui n'ont pas été reconnus auparavant, et dans lesquelles la reconnaissance n'est pourtant pas indiquée. *Ces mentions doivent être traitées comme dans le premier cas ci-dessus (module "Légitimation par mariage des parents").*

La légitimation peut intervenir dans le cadre d'une deuxième filiation (enfant dont la première reconnaissance a été annulée ou enfant né légitime devenu naturel). Le module à utiliser sera alors *"Deuxième légitimation (ou légitimation après modification de filiation naturelle ou légitime)"*, même si cette légitimation est la première.

3 - Autres mentions

Elles sont beaucoup plus rares.

a) **Déclaration conjointe de changement de nom (ou dation de nom) devant le Juge des tutelles**

Un enfant portant le nom de la mère peut, en absence d'une légitimation par mariage, prendre le nom du père si les deux parents en font une déclaration conjointement devant le juge (ex. n° 549, formule de mention n° 3). En général, l'enfant a été auparavant reconnu par le père, mais il n'en est pas toujours ainsi (la mention peut alors indiquer cette reconnaissance). *Dans un cas comme dans l'autre, le module à remplir est "Déclaration de changement de nom devant le juge des Tutelles".*

Si l'enfant n'a pas de filiation paternelle établie, le mari de la mère peut faire dation de son propre nom à l'enfant par une déclaration conjointe, comme ci-dessus (formule n° 4). *Le module à remplir est le même que dans le cas précédent.*

Comme la légitimation, le changement de nom par déclaration conjointe peut intervenir dans le cadre d'une deuxième filiation. *La mention sera alors saisie dans le module "Déclaration conjointe de changement de nom après modification de filiation".*

Dans l'opération de listage, les actes de naissances naturelles portant une mention de changement de nom ou de dation de nom sont catégorisés ND. Ils font tous l'objet d'un relevé complet.

b) Mention d'acte provisoire

Lorsqu'un enfant est abandonné et confié aux services sociaux d'aide à l'enfance, si la mère (les parents) a (ont) demandé le secret de naissance ou de filiation, l'officier d'état civil dresse un acte dit acte provisoire de naissance, sur lequel figurent le sexe de l'enfant, les prénoms et nom qui lui sont donnés et sa date de naissance. Aucun parent ne figure sur l'acte. Cet acte remplace l'acte de naissance d'origine, qui, parallèlement, a été revêtu de la mention "acte provisoire". Celle-ci indique parfois qu'un "acte provisoire (a été) dressé (ailleurs) selon avis des Services de l'aide sociale à l'enfance le" (ex. AC et formule n° 5). Parfois il est indiqué en marge simplement "acte provisoire".

Les actes provisoires de naissance doivent être comptabilisés et catégorisés comme "A" dans la phase de listage. Mais ils ne font pas l'objet d'un relevé complet. Ils ne doivent pas être confondus avec les actes de naissance sous X, dans lesquels les parents sont également absents³.

L'acte de naissance d'origine avec la mention d'acte provisoire est catégorisé "NA" quand il s'agit d'un enfant naturel, "LA" quand il s'agit d'un enfant légitime, cas beaucoup plus rare. Tous les actes portant une mention d'acte provisoire doivent faire l'objet d'un relevé complet, même lorsqu'il s'agit d'un enfant légitime. *La mention est saisie dans le module "Acte provisoire"*.

c) Adoption (pléniaire)

L'adoption pléniaire confère à l'enfant une nouvelle filiation qui se substitue à sa filiation d'origine. Tous les liens avec la famille d'origine sont supprimés.

Lorsqu'un jugement d'adoption est prononcé, on transcrit le jugement sur le registre des naissances de la commune où est né l'enfant. Cette transcription du jugement d'adoption, qui constitue de fait le nouvel acte de naissance de l'enfant ne doit pas faire l'objet de relevé. Il s'agit d'un acte qui doit uniquement être comptabilisé et catégorisé T dans la phase de listage.

De son côté, l'acte de naissance originaire de l'enfant est revêtu de la mention "adoption", souvent sans préciser qu'elle est pléniaire (ex. F et formule 6-a). Parfois l'acte est rayé au crayon.

Dans les actes de 1965, on peut trouver des mentions de "légitimation adoptive", ancienne forme de l'adoption pléniaire, en vigueur avant la loi de 1966. Ses effets juridiques sont pratiquement les mêmes, mais la mention portée en marge donne des renseignements sur les parents adoptifs. L'indication "légitimation adoptive", portée sur la mention, permet de la reconnaître facilement (ex. T et formule 6-b).

Dans le relevé, la légitimation adoptive doit être assimilée à une adoption pléniaire.

Notons que le mot "légitimation" ne doit pas amener à confondre cette mention avec celle de légitimation par mariage.

Les actes de naissances portant une mention d'adoption (ou de légitimation adoptive) sont catégorisés NA s'il s'agit d'enfants naturels, LA s'il s'agit d'enfants nés légitimes. Ils font tous l'objet d'un relevé complet, y compris lorsqu'il s'agit d'enfants légitimes. *Le contenu de la mention est saisi dans le module "Adoption"*.

³ Dans les actes provisoires la date de naissance de l'enfant est bien antérieure à celle de la déclaration.

d) Adoption simple

L'adopté garde ses liens de filiation avec sa famille d'origine et y conserve tous ses droits. L'adoption simple confère à l'adopté le nom de l'adoptant, qui s'ajoute à celui du premier (mais le tribunal peut décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant).

La mention d'adoption simple, en marge de l'acte de naissance de l'adopté, est facile à reconnaître. Il est dit que l'enfant est adopté sous la forme de l'adoption simple, et sont indiqués le nom de l'adoptant (et s'il s'agit éventuellement du conjoint du parent de l'adopté), le nom que portera désormais l'adopté, la date et lieu du jugement. (ex. V cf. formules 7 et 8).

L'acte de naissance avec mention d'adoption simple est catégorisé NA s'il s'agit d'un enfant naturel, LA s'il s'agit d'un enfant légitime.

Ils font tous l'objet d'un relevé complet, y compris lorsqu'il s'agit d'enfants légitimes. *La mention est saisie dans le module "Adoption simple".*

L'adoption simple peut être révoquée par jugement.

N.B. On ne doit pas tenir compte de l'adoption simple du père ou de la mère de l'enfant.

e) Jugement

Certains actes sont revêtus d'une mention de jugement. L'objet de ces jugements peut être assez divers :

- désaveu de paternité d'un enfant légitime
- établissement ou modification de la filiation
- changement de nom
- annulation d'une reconnaissance
- conflit de filiation
- contestation de paternité accompagnée de légitimation d'enfant
- légitimation après le mariage des parents, ou lorsque le mariage est impossible⁴
- révocation d'une adoption simple

.....

La mention est portée en marge de l'acte de naissance de l'enfant selon des formules variées, mais elle indique toujours qu'il s'agit de la décision d'un jugement dont il donne la date et le lieu (lorsque le jugement du T.G.I. a été confirmé par un arrêt de la Cour d'appel, la mention indique également la date et lieu de l'arrêt). (formules 1a-f et 2a-c)

⁴ Quand la filiation de l'enfant naturel à l'égard de ses père et mère ou de l'un d'eux n'a été établie que postérieurement à leur mariage, sa légitimation peut intervenir *après* le mariage des parents mais elle nécessite un jugement. Cette légitimation est dite parfois « post-nuptias ».

Lorsque le mariage est *impossible* entre les deux parents, la légitimation de l'enfant naturel peut aussi être prononcée par jugement, à l'égard de chacun des parents ou d'un seul parent.

Les mentions comportant un jugement doivent être saisies dans un module "Jugement". S'il n'y a qu'une mention de ce type, il s'agira de "1er jugement". Si dans le même acte on trouve une deuxième voire une troisième mention de ce type, on remplira les modules "2ème jugement", "3ème jugement".

Le relevé de la mention consistera à copier intégralement le contenu, y compris les noms des personnes citées. Dans le relevé de ce type d'acte, le nom de la mère doit être recueilli systématiquement car parfois il ne figure pas sur le jugement.

Les actes de naissance naturelle portant une mention de jugement sont catégorisés NJ (ex. R). Ils font tous l'objet d'un relevé complet.

Le jugement de modification de filiation peut parfois concerner un enfant né légitime, qui fait l'objet d'un désaveu ou d'une contestation de paternité (ex. E). Les actes de ce type sont catégorisés LJ et font tous l'objet d'un relevé de complet. *Les modules de mention à remplir sont comme pour les naissances naturelles, "1er jugement", "2ème jugement" ...*

f) Mariage et décès de l'enfant.

Chacun de ces événements fait l'objet d'une mention en marge de l'acte de naissance, qui indique la date et le lieu de l'événement (ex. C et ex. n° 548, respectivement). *Un module de "Mariage" ou de "Décès", doit être rempli dans chaque cas.*

N.B. Seul le premier mariage de l'enfant doit être relevé.

4 - Corrections sur l'acte de naissance

(à ne pas confondre avec des mentions)

Certaines inscriptions en marge ne doivent pas être confondues avec les mentions en marge qui nous intéressent. Il s'agit des corrections d'erreurs ou d'omissions commises au moment de la rédaction de l'acte de naissance.

Elles peuvent se présenter sous la forme soit d'un renvoi, soit d'une rectification par décision du procureur.

a) Les renvois :

Il s'agit le plus souvent de corriger une erreur matérielle qui a été commise au moment de la rédaction de l'acte de naissance, et dont la mairie s'est aperçue rapidement, en principe avant l'apposition des signatures. Ces erreurs sont corrigées par un simple renvoi en marge ou en dessous de l'acte. *On fera donc comme si ces inscriptions figuraient dans l'acte de naissance.* Exemples :

- Erreur de frappe : "un mot rayé nul ; rature et renvoi approuvés " (suivi de la signature de l'officier d'état civil).

- Oubli d'une reconnaissance antérieure : "qui l'a reconnu à... le ..., renvoi approuvé " (suivi de la signature de l'officier d'état civil). (ex. n° 525).

b) Les Rectifications par décision du procureur de la République :

Lorsque l'erreur ou l'oubli n'est détecté qu'après les signatures, il faut l'intervention du procureur pour autoriser la correction. Il faudra aussi en tenir compte dès le début du relevé, comme si cette inscription figurait au milieu de l'acte de naissance de l'enfant, même si la rectification n'intervient que plusieurs années après la naissance de l'enfant.

Ces rectifications peuvent porter simplement sur l'orthographe d'un nom, ou sur une date, ce qui ne devrait pas poser de problème, mais elles peuvent aussi concerner la filiation de l'enfant. Elles ne doivent pas alors être confondues avec les jugements⁵ qui modifient la filiation.

Voici quelques exemples de mentions rectificatives :

- Modification d'une adresse (importante pour l'attribution éventuelle de l'autorité parentale conjointe) : "Rectifié par décision de Monsieur le Procureur de la République de Bourges en date du... en ce sens que le domicile du père lors de la naissance est... à ... et non ... à..., domicile de la mère seule. Le (date), l'officier d'état civil" ... (signature) (ex. W)

Dans le relevé, on tiendra compte de l'adresse en marge, et non pas de celle qui figure dans l'acte de naissance.

- Oubli d'une reconnaissance antérieure du père ou de la mère (important pour déterminer le nom de l'enfant) : "Rectifié par décision de Monsieur le Procureur de la République de La Rochelle en date du... en ce sens : ... est la fille de..., qui l'a reconnue le... en cette mairie. La Rochelle, le (date), . L'agent délégué... (signature) Ou bien : "Rectifié par décision de Monsieur le Procureur de la République de Montélimar en date du... en ce sens : le nom patronymique de l'intéressé est ... et non ..., sa mère l'ayant reconnu le ... Montélimar, le (date), . L'agent délégué... (signature) (voir aussi ex. N)

Ici aussi au moment du relevé, on se reportera directement à la date de reconnaissance indiquée en marge.

IMPORTANT Dans tous les cas où l'acte de naissance d'un enfant aura été corrigé (par un renvoi ou par une rectification sur décision du procureur), et que cette correction modifie la filiation ou le nom de l'enfant, ou l'adresse des parents, il faudra l'indiquer en fin de relevé, dans les remarques générales.

5 - Mentions et inscriptions diverses sans intérêt pour l'étude, qui ne doivent pas être saisies

a) Mentions

Elles sont sans incidence pour la filiation de l'enfant ou n'intéressent pas directement l'enquête (même si l'enfant change de nom !):

- Naturalisation de l'enfant (ou de son père)
- Francisation du nom de l'enfant par suite d'une naturalisation.
- Adoption par la Nation
- Adoption simple du père ou de la mère de l'enfant
- Divorce de l'intéressé, et son remariage éventuel

⁵ Certaines mairies en effet ont l'habitude de mentionner les jugements avec une formule du type : « Rectifié par Jugement du TGI de ... en ce sens que le père de l'intéressé n'est pas.. ». Ces mentions ne doivent pas être confondues avec les rectifications sur décision du Procureur, qui ne résultent pas d'un jugement, et dont il est question ici.

b) Inscriptions au crayon ; ou même parfois à l'encre :

- "Recensé le..."
- "Répertoire civil sous le n°...", ou R.C. n° "
- "Mention d'un acte non apposé le..."
- "Actes bis": on trouve parfois en marge des registres, généralement en bas d'une page, une inscription comportant les indications suivantes:

N° d'acte suivi de "bis",
nom et prénom,
date de naissance (éventuellement),
voir transcription n°... en date du...

Cette mention correspond à la transcription d'un jugement d'adoption ou à celle d'un jugement déclaratif de naissance. Elle est apposée dans le registre au milieu des naissances qui ont eu lieu ce jour là, et permet au personnel de la mairie de retrouver le nouvel acte de naissance de l'adopté lorsque celui-ci en fait la demande.

6 - Catégories d'acte rencontrés dans les registres

On a vu que la collecte des informations recherchées par l'enquête s'appuie sur une classification préalable des actes. Cette classification constitue l'essentiel de l'opération de listage et détermine ensuite les actes qui doivent faire ou non l'objet d'un relevé complet. C'est dire l'importance qu'elle a pour le bon déroulement de la collecte et pour la qualité des résultats. Voici les axes dont on a tenu compte pour son élaboration.

A - Les trois facteurs considérés

1 - La nature de l'acte enregistré. On distingue ainsi :

- les actes de naissance
- **R** : les actes de reconnaissance (voir exemples n° 513, 519, 533...)
- **A** : les "actes provisoires" dressés à la demande des services de l'aide à l'enfance (voir page 8 et les exemples n° 552 et T)
- **T** : les transcriptions de jugements (adoption ou autres) (exemples J, K et S)
- **O** : les autres actes éventuels (procès verbal de découverte par exemple)

Si les actes de reconnaissance⁶ et les transcriptions se distinguent facilement des actes de naissance, il n'en est pas de même des *actes provisoires*, qui ne doivent pas être confondus avec les actes de naissance "sous X". Les principaux moyens pour distinguer les actes provisoires sont :

- la date de naissance de l'enfant est bien antérieure à sa date d'enregistrement indiquée à la fin de l'acte, et ne suit pas l'ordre chronologique approximatif suivi pour les autres naissances enregistrées ;
- l'adresse exacte de la naissance n'est généralement pas indiquée (seule la ville figure) ;
- La personne qui effectue la déclaration est généralement un responsable des services de l'aide à l'enfance ou de la DDASS.

2 - Le contenu de l'acte, lorsqu'il s'agit d'un acte de naissance.

On distinguera ainsi :

- les naissances légitimes des naissances naturelles : lorsque les deux parents figurent sur l'acte de naissance, c'est la présence ou l'absence des mots "son épouse" qui permet de distinguer rapidement ces deux types d'actes de naissances.

- NX : les enfants nés "sous X", lorsqu'aucun parent ne figure sur l'acte de naissance, *quel que soit le type de mention qui y est apposée en marge* (voir pages 5-6 et les exemples n° 541, D, L et O).

3 - La nature des mentions portées en marge des actes de naissance.

On distinguera ainsi :

a) Parmi les enfants ayant un acte de naissance d'enfant légitime :

- LA : les actes portant l'une des mentions suivantes :

- adoption (voir pages 8, 23-24 et l'exemple AD)
- adoption simple (voir pages 9 et 24)
- acte provisoire (voir pages 8 et 23)

- LJ : Les actes portant une mention de jugement, (autre qu'une mention d'adoption) qui modifie la filiation de l'enfant, c'est à dire un jugement indiquant que l'enfant n'est pas le fils de l'homme inscrit dans l'acte de naissance, ou qu'il est le fils d'un autre homme, ou les deux à la fois. (voir page 9-10, 22 et exemples E, G et I)

- LR : Les actes portant une mention de reconnaissance par un autre homme que le père inscrit dans l'acte de naissance (pages 6, 24 et ex. U, AA, AG, et AH)

- LO : Les actes d'enfants légitimes portant une mention que l'enquêteur ne sait pas interpréter, mais qui est peut-être intéressante pour l'enquête. Quand il choisit cette catégorie,

⁶ Attention : certaines mairies n'indiquent pas en marge qu'il s'agit d'une reconnaissance. Il faut donc lire attentivement l'acte pour le distinguer d'un acte de naissance.

l'enquêteur doit d'abord s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une des mentions citées dans le chapitre 5, puis **recopier intégralement la mention et téléphoner à l'INED** pour demander conseil.

- **LS** : Tous les autres actes de naissance d'enfants légitimes, de loin les plus nombreux.

b) Parmi les enfants ayant un acte de naissance d'enfant naturel :

- **ND** : les actes portant une mention de déclaration conjointe de changement de nom (voir pages 7 et 22 et ex. n° 522, 549 et Y) ou de dation de nom.

- **NA** : les actes portant l'une des mentions suivantes :

- adoption (pages 8, 23-24 et ex. F)
- adoption simple (pages 9, 24 et ex. V)
- acte provisoire (pages 8, 23 et ex. AC)

- **NJ** : les actes portant une mention de jugement qui modifie la filiation, le statut, ou le nom de l'enfant c'est à dire :

- Filiation établie par jugement (ex B)
- Jugement d'annulation de reconnaissance (ex. B, R et Z) et éventuellement de légitimation (ex. H et AE)
- Légitimation par jugement (ex. M)
- Changement de nom par jugement (ex. A et X)

(Sur ces diverses mentions voir pages 9, 10 et page 21)

***ATTENTION** : les décisions des tribunaux ou des procureurs qui ne font que rectifier des erreurs (date et lieu de naissance, orthographe des noms...) n'en font pas partie.(voir page 11)*

- **NO** : Les actes d'enfants naturels portant une mention que l'enquêteur ne sait pas interpréter, mais qui est peut-être intéressante pour l'enquête. Quand il choisit cette catégorie, l'enquêteur doit d'abord s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une des mentions citées dans le chapitre 5, puis **recopier intégralement la mention et téléphoner à l'INED** pour demander conseil.

- **NS** : Tous les autres actes de naissance d'enfants naturels

NB : Les actes de naissance ne doivent être catégorisés « NS » ou « LS » que s'ils ne comportent aucune mention qui les font rentrer dans une catégorie « rare ». Lorsqu'un acte (autre que « sous X ») comporte plusieurs mentions qui permettent de le classer dans plusieurs catégories « rares », il doit être classé selon la mention rare la plus ancienne. Ainsi par exemple, un enfant naturel reconnu par sa mère, puis par son père, fait l'objet d'une déclaration conjointe de changement de nom ; puis sa filiation paternelle est annulée par jugement. Son acte de naissance doit être classé « ND ».

B - Présentation abrégée des catégories d'actes

- Naissance

Légitime

- LS naissance Légitime Simple
- LA naissance Légitime avec mention d'Adoption, d'Adoption simple ou d'Acte provisoire
- LJ naissance Légitime avec Jugement
- LR naissance Légitime avec Reconnaissance
- LO Autres actes d'enfants légitimes inclassables ailleurs

Naturelle

- NS naissance Naturelle Simple
- ND naissance Naturelle avec mention de Déclaration conjointe de changement de nom, ou de Dation de nom
- NA naissance Naturelle avec mention d'Adoption, d'Adoption simple ou d'Acte provisoire
- NJ naissance Naturelle avec mention de Jugement
- NX Naissance sous X
- NO Autres actes d'enfants naturels inclassables ailleurs

- Reconnaissance

R

- Acte provisoire

A

- Transcription d'un jugement (adoption, désaveu ...)

T

- Autres

O

7 - Phases de la collecte et modalités du dépouillement

Pour chaque année de collecte (1965, 1970, ..., 1994), le dépouillement comporte deux opérations :

- Le listage des actes, où l'enquêteur doit simplement classer les actes rencontrés dans les différentes catégories.

- Le relevé complet, sur ordinateur, d'un certain nombre d'actes rencontrés au cours du listage.

A - Le listage des actes

A l'aide des feuilles préparées à cet effet, le listage s'effectue en deux étapes :

1) En commençant par le premier acte enregistré dans l'année du relevé, l'enquêteur passe en revue tous les actes du registre : il relève, pour chacun, son numéro dans le registre et sa catégorie dans la colonne 2 (voir le document Catégories d'actes). En outre, dans la colonne 3 :

- il met une croix (X) pour tous les actes d'enfants légitimes rares rencontrés (LA, LJ, LR, et LO) et totalise ces croix en bas de chaque feuille de listage.

- il numérote tous les actes d'enfants naturels, quelle que soit leur catégorie (NS, NA, ND, NJ, NO, et NX) jusqu'à atteindre le "quota" fixé pour l'année et la mairie considérée (colonne A du carnet de route).

Ce premier temps de listage s'arrête lorsque ce quota est atteint. L'enquêteur reporte alors, en colonne B de son carnet de route, le nombre d'actes listés. Il inscrit ensuite, en colonne D, le résultat de la multiplication de ce nombre par le coefficient (colonne C) : ce nombre noté en D, ajouté au nombre d'actes déjà listés (colonne B), donne le nombre total d'actes que l'enquêteur devra lister. Ce total doit être reporté en colonne E.

2) L'enquêteur poursuit le listage jusqu'à atteindre ce nombre total E, en inscrivant dans la feuille de listage la catégorie de chaque acte. Il ne numérote plus les actes d'enfants naturels, mais il met une croix pour tous les actes de naissances dits "rares", c'est à dire :

- Pour tous les actes d'enfants naturels rares (NA, ND, NJ, NO, et NX)
- Pour tous les actes d'enfants légitimes rares (LA, LJ, LR, et LO).

L'enquêteur reporte alors, en colonne F de son carnet de route, le nombre total d'actes marqués d'une croix X rencontrés aux cours des deux étapes du listage (en additionnant tous les totaux qu'il aura effectués en bas à droite des feuilles de listage).

NB. Pour l'année 1965, le listage ne comporte qu'une étape, puisque le coefficient d'actes supplémentaires est égal à 0.

B - Le relevé sur ordinateur

Doivent être relevés intégralement sur ordinateur :

- Tous les actes d'enfants naturels numérotés, rencontrés au cours de la première étape du listage (le quota).

- Tous les actes marqués d'une croix, c'est à dire les actes rares d'enfants légitimes rencontrés au cours de la première étape du listage, et tous les actes rares (légitimes et naturels) rencontrés au cours de la deuxième étape.

Après avoir effectué son dernier relevé, il vérifie que le nombre total de relevés correspond bien au total des colonnes A et F de son carnet de route.

EXEMPLE : Montbéliard, année 1975.

Le quota est de 33 actes de naissances naturelles.

A Listage

1) En commençant par l'acte n°1 du registre des naissances de l'année 1975 (même s'il s'agit d'une naissance ayant eu lieu en 1974), l'enquêteur porte, en face de chaque n° d'acte du registre (colonne 1), la catégorie de cet acte en colonne 2 ; en colonne 3, il inscrit un numéro d'ordre s'il s'agit d'un enfant naturel, une croix si c'est un acte rare d'enfant légitime, ou laisse un blanc pour tous les autres actes. Il totalise les croix en bas de chaque feuille de listage.

Il poursuit son listage jusqu'à atteindre le 33ème acte d'enfant naturel, soit par exemple l'acte n° 360.

Il reporte le nombre 360 en colonne B de son carnet de route. Le coefficient d'actes supplémentaires est de 0,5 pour 1975. Le nombre d'actes restant à lister est donc de $360 \times 0,5 = 180$ (nombre à reporter en colonne D), et le nombre total est de 540 (360 + 180), à reporter en colonne E.

2) Il poursuit son listage jusqu'à l'acte n° 540 en classant les actes dans les différentes catégories (col 2), et en marquant une croix en colonne 3 pour tous les actes rares rencontrés (naissances légitimes et naturelles).

Il totalise le nombre d'actes marqués d'une croix rencontrés au cours des deux étapes du listage (par exemple 5 croix au total), et reporte ce nombre en colonne F de son carnet de route.

B Relevé sur ordinateur

Le relevé sur ordinateur portera sur les 38 actes de naissance repérés dans la phase de listage (33 actes du quota + 5 actes marqués d'un croix), et devra s'effectuer, de préférence, dans l'ordre croissant des n° d'actes.

Cas particulier :

Supposons maintenant qu'au cours du listage de l'année 1975 (qui comporte 450 actes) l'enquêteur ne rencontre que 25 actes d'enfants naturels. La première étape de listage doit donc se poursuivre, sur une autre feuille, à partir de l'acte n°1 de l'année 1974, en continuant à numérotter les enfants naturels jusqu'au 33ème (qui porte par exemple le n° 142 dans le registre de 1974). La première étape de listage a donc porté sur 592 actes (450 en 1975 et 142 en 1974)⁷. Le listage doit porter sur $592 \times 0,5 = 296$ actes supplémentaires, soit 888 actes au total (592 + 296), nombre à reporter en colonne F du carnet de route. Il faudra donc poursuivre jusqu'à l'acte n° 438 de l'année 1974 (142+296). Si par hasard l'année 1974 comporte moins de 438 actes, le listage devra se poursuivre à partir de l'acte n°1 de l'année 1976.

Les relevés sur ordinateur porteront donc dans ce cas sur des actes de naissance enregistrés en 1975, puis en 1974, voire en 1976.

⁷ Lorsque le listage couvre plusieurs années l'enquêteur devra reporter, en bas de chaque feuille, le nombre d'actes déjà listés dans les feuilles précédentes, ce qui lui permettra de totaliser rapidement les actes listés.

8 - Questionnaire incomplet, carnet de rendez-vous, reprise de questionnaire

a) Qu'est-ce qu'un questionnaire incomplet ?

On considère qu'un questionnaire est incomplet lorsqu'il manque une des informations suivantes sur la mère ou sur le père (lorsqu'il existe) :

- lieu de naissance (département)
- date de naissance
- profession
- commune de résidence

L'absence de tout autre renseignement (date d'apposition d'une mention, d'un jugement, lieu du mariage ou du décès éventuel de l'enfant...) ne conduira donc pas au classement d'un questionnaire dans la catégorie "incomplet".

Le caractère complet ou incomplet d'un relevé doit être détecté par l'enquêteur lui-même, au fur et à mesure qu'il effectue ce relevé.

Ces quatre informations figurant systématiquement sur les actes de naissances lorsque les parents y sont nommés (sauf erreur rare de la mairie), seuls seront susceptibles d'être "incomplets" les relevés où l'un des parents (en général, le père) n'est pas désigné dans l'acte de naissance, et reconnaît ensuite l'enfant ou le légitime directement. En effet, on a vu que les mentions marginales, si elles indiquent le plus souvent la date et le lieu de naissance du parent auteur de l'acte mentionné, renseignent rarement sur sa profession et son lieu de résidence. De façon plus précise :

- lorsque père et mère figurent sur l'acte de naissance, ces relevés sont le plus souvent complets, sauf si cette première filiation est annulée et que l'enfant fait ensuite l'objet d'une nouvelle reconnaissance paternelle.

- dans les cas de naissance sous X, si aucun des parents ne reconnaît ensuite l'enfant, le questionnaire est complet. Mais s'il y a reconnaissance, il est susceptible d'être incomplet.

- si seul le père (ou, plus rarement, la mère) n'est pas indiqué(e) dans l'acte, et que cet enfant fait ensuite l'objet d'une reconnaissance (ou d'une légitimation directe) du père (ou de la mère), le questionnaire est probablement incomplet.

Si un deuxième père reconnaît ou légitime directement l'enfant (deuxième reconnaissance après une première reconnaissance annulée, reconnaissance d'un enfant légitime devenu naturel...), le caractère complet ou incomplet du questionnaire doit être apprécié selon les mêmes critères que pour le premier père. (Si la nouvelle filiation résulte uniquement d'un jugement ou d'une déclaration conjointe de changement de nom, il n'y aura pas lieu de considérer le questionnaire comme incomplet car les informations manquantes ne peuvent pas être récupérées sur un acte d'état civil).

C'est au moment où l'enquêteur remplit le module de reconnaissance (ou de légitimation) qu'il pourra indiquer son caractère incomplet, en sélectionnant l'item correspondant. C'est aussi à ce moment qu'il devra noter sur le "Carnet de rendez-vous" les renseignements nécessaires pour lui permettre de récupérer ultérieurement les informations manquantes, si c'est lui-même qui doit compléter le questionnaire.

Lorsque l'enquêteur clôt un questionnaire incomplet qu'il devra compléter lui-même, le questionnaire est placé automatiquement sur la liste de rendez-vous comme RE1.

b) Comment procéder ?

Les quatre informations qui nous intéressent figurent toujours dans l'acte de reconnaissance lui-même, ou, le cas échéant, dans l'acte de mariage si la légitimation n'a pas été précédée d'une reconnaissance explicite. Il suffit donc de se reporter à l'acte en question pour compléter le relevé. Deux cas peuvent se présenter :

1) La reconnaissance (ou le mariage) a eu lieu dans la mairie où l'enquêteur effectue son relevé. Il doit alors noter sur son "carnet de rendez-vous" :

- le numéro d'acte de naissance de l'enfant
- sa date de naissance
- son prénom
- la nature de l'acte sur lequel les renseignements manquants peuvent être relevés : reconnaissance ou mariage (s'il s'agit d'une légitimation directe)
- le nom de la personne sur laquelle manquent les informations
- d'autres renseignements éventuellement utiles (par ex., si cette reconnaissance a eu lieu dans une mairie annexe, le nom de cette mairie).

Lorsqu'il devra compléter le questionnaire, ces informations lui permettront, de retrouver facilement l'acte de reconnaissance ou de mariage dans le registre approprié.

Une fois en possession des renseignements manquants, l'enquêteur pourra "rappeler" le questionnaire incomplet grâce à la liste de rendez-vous que lui propose l'ordinateur et procéder à son achèvement (voir Instructions Pollux).

Il pourra aussi à ce moment répondre aux questions sur la comparaison des domiciles paternel et maternel en cas de reconnaissance rapide, ainsi qu'en cas de reconnaissance conjointe ou de légitimation directe.

Remarque importante : Il n'est pas rare que l'acte de reconnaissance cité en marge de l'acte relevé se trouve quelques pages plus loin, dans le même registre. Dans ce cas, il est souvent plus simple de rechercher immédiatement les informations manquantes et de procéder à leur saisie.

2) La reconnaissance ou le mariage a été enregistrée dans une autre mairie. Il est inutile de noter ce questionnaire sur le Carnet de rendez-vous. Il faudra cependant sélectionner les items "incomplet" car ce questionnaire sera complété plus tard par l'INED.

Avant de quitter définitivement une mairie, l'enquêteur veillera à ce que tous les questionnaires mis en rendez-vous (RE1 sur la liste de l'ordinateur) ont bien été complétés.

9 - Liste des modules tels qu'ils figurent dans le logiciel, et renvoi aux paragraphes où ces mentions sont traitées

- **Reconnaissance paternelle** : voir page 6, B1, 2ème et 3ème paragraphes
- **Reconnaissance maternelle** : " " " " " "
- **Reconnaissance conjointe** : " " " " " "
- **Légitimation par mariage des parents** : voir page 7, B2, 1er et 3ème paragraphes
- **Reconnaissance-Légitimation** : voir page 7, B2, 2ème paragraphe
- **Déclaration conjointe de changement de nom devant le juge des tutelles** : voir page 7, B3, a), 1er et 2ème paragraphes
- **1er jugement** : voir pages 9 et 10, e)
- **2ème jugement** : " " "
- **3ème jugement** : " " "
- **2ème reconnaissance paternelle (ou reconnaissance d'un enfant né légitime)** : voir pages 6 et 7, B1, 5ème paragraphe et paragraphes suivants
- **2ème légitimation (ou après modification de filiation naturelle ou légitime)** : voir page 7, B2, 4ème paragraphe
- **Déclaration conjointe de changement de nom après modification de filiation** : voir page 7, B3, a), 3ème paragraphe
- **Acte provisoire** : voir page 8, b)
- **Adoption** : voir page 8, c)
- **Adoption simple** : voir page 9, d)
- **Mariage de l'enfant** : voir page 10, f)
- **Décès de l'enfant** : " " "
- **Autre type de mention** : ce module ne doit être rempli que si l'enquêteur trouve une mention qu'il ne sait pas où classer. Téléphoner à l'INÉD si possible.
- **Modification de l'acte de naissance : L'enfant** : ce module permet de modifier des erreurs dans les informations saisies sur l'enfant (n° d'acte, date de naissance, prénom, sexe)
- **Modification de l'acte de naissance : Parents figurant sur l'acte** : ce module permet de modifier des erreurs dans les informations saisies sur les parents de l'enfant.

ANNEXE - Formules de mentions peu courantes

1 - Mentions de jugements que l'on peut trouver en marge d'un acte de naissance d'enfant naturel :

a - Mention d'une reconnaissance de paternité ou de maternité naturelle résultant d'un jugement :

"Fils (ou fille) de (prénoms, nom) né le, à
 Jugement (arrêt) rendu le par le tribunal (la cour d'appel) de.....
 "Le (date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"
 Voir aussi l'exemple B.

b - Mention d'un jugement déclaratif de paternité naturelle :

"Par jugement (arrêt) rendu lele tribunal (la cour d'appel)
 de.....a décidé que cet enfant est le fils (la fille) de.....
 (nom, prénoms, date et lieu de naissance de celui dont la paternité a été déclarée).
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"

c - Mention d'un jugement d'annulation d'une reconnaissance, et éventuellement d'une légitimation

"La mention de reconnaissance (et éventuellement de légitimation) est annulée par jugement (arrêt) du
 tribunal (de la cour d'appel) de.....
 rendu le
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"

Voir aussi les exemples H, R, Z et AE.

d - Mention d'une légitimation judiciaire :

"Légitimé(e) par (prénoms, nom) né le
 à..... et par (prénoms, nom), née le.....
 à Jugement (arrêt) rendu le par le tribunal (la
 cour d'appel) de
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"

e - Ou bien, si la légitimation est prononcée à l'égard d'un seul parent, et que l'enfant change de nom :

"Légitimé(e) par(prénoms, nom), né à
 le..... ; l'enfant prendra le nom de
 jugement (arrêt) rendu le par le tribunal (cour d'appel) de
"

Voir aussi les exemples M, U

f - Mention de changement de nom d'un enfant naturel par jugement (art.343-3) :

"Prend le nom de son père, (de sa mère). Jugement (arrêt) du tribunal de grande instance (de la cour
 d'appel) de, rendu le
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"
 Voir aussi les exemples A et X.

2 - Mentions de jugements que l'on peut trouver en marge d'un acte de naissance d'enfant légitime :

a - Jugement de désaveu de paternité en marge de l'acte de naissance de l'enfant désavoué :

"Par jugement (arrêt) rendu le.....le tribunal (la cour d'appel) de..... a décidé que cet enfant n'est pas le fils/la fille de(prénoms et nom du mari de la mère).
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"

Voir aussi les exemples E et I.

b - Jugement accueillant l'action en contestation de paternité et prononçant la légitimation de l'enfant :

"Après contestation de paternité et demande de légitimation accueillies conjointement par le tribunal (la cour d'appel) dele.....
 cet enfant a été légitimé par le mariage de(prénoms et nom, date et lieu de naissance du père de l'enfant) avec(prénoms et nom de la mère de l'enfant) célébré leà.....
 "Le(date d'apposition de la mention).
 "Le maire (l'officier d'état civil)"

Voir aussi l'exemple AH.

c - Jugement tranchant un conflit de filiations :

"Par jugement (arrêt rendu lele tribunal (la cour d'appel) de.....a décidé que cet enfant n'est pas le (la) fils (fille) de(prénoms et nom du mari de la mère), mais celui (ou celle) de.....(prénoms, nom, date et lieu de naissance de celui dont la paternité a été déclarée).
 Le(date d'apposition de la mention).

Voir aussi l'exemple G.

3 - Mention de déclaration conjointe de changement du nom de l'enfant naturel.

"Prend le nom de son père.
 "Déclaration faite conjointement par les père et mère devant le juge des tutelles de en date du.....
 "Le(date d'apposition de la mention).

Voir aussi l'acte fictif 549 et les exemples Y et AA.

4 - Mention de dation de nom au profit de l'enfant naturel :

"Prend le nom du mari de sa mère, à savoir (nom du mari).
 Dation de nom reçue par le juge des tutelles de
 le....."
 Le(date d'apposition de la mention).

5 - Mention d'acte provisoire :

"Acte de naissance provisoire dressé selon avis des services de l'aide sociale à l'enfance.

"Le(date d'apposition de la mention).

"Le maire (l'officier d'état civil)"

Ex de formules non conformes trouvées dans une mairie : contrairement à l'habitude des autres mairies, l'acte n'est pas barré et la formule suivante est encadrée en dessous de l'acte :

"En application de l'ordonnance n° 58-79 du 23/8/1958, art 58 modifié du code civil, l'enfant désigné ci-dessus n'est plus considéré comme étant né à(commune locale), et cette commune ne peut plus délivrer d'actes.

"Note n°...../.../... du (date) de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de (Chef-lieu du département)

"Le..... (date d'apposition)

Voir aussi les exemples L, O, AC

6 - Mention d'adoption (pléniaire):

a - Mention d'adoption depuis la loi de 1966

"Adoption (pièces annexes n°.....

"Mention apposée le.....

Voir aussi les exemples 541, F et AD.

Ex de formules non conformes trouvées dans une mairie : contrairement à l'habitude des autres mairies, l'acte n'est pas barré et la formule suivante est encadrée en dessous de l'acte :

"Adoption

"Pièces annexes

"Jugement du Tribunal de "rendu le

"Le (date de la mention)

Ou bien :

Voir transcription n° ... de 19...

ADOPTION PLENIERE : (Nouveau nom de l'adopté)

Le(date)

Dans une autre mairie, le mot "adoption" ne figure même pas dans la mention. L'acte est barré au crayon, et la mention suivante est inscrite au crayon :

"voir transcription n°... de 19.. "

b - Mention d'adoption avant la loi de 1966

Avant la réforme de l'adoption en 1966, l'adoption pléniaire se nommait "Légitimation adoptive", et la mention portée en marge de l'acte de naissance de l'enfant renseignait sur les parents adoptifs et le jugement d'adoption. Dans les registres de l'année 1965, il peut donc arriver que l'on trouve des mentions comme :

" Légitimé par adoption par né le..... à et par née le à, son épouse, jugement rendu par le tribunal de le

ou bien : "a été légitimement adopté par....."

ou bien : "le Tribunal de a prononcé la légitimation adoptive par les époux"

Ces mentions sont des mentions d'adoption plénière et sont donc à saisir dans le module "Adoption". Il faudra néanmoins le signaler dans les remarques en fin de module.

Voir aussi l'exemple T (mention apposée en marge d'un acte provisoire).

7 -Adoption simple

"Adopté(e), en la forme de l'adoption simple, par (prénoms et nom de l'adoptant) né le....., à le nom de l'adopté est désormais.....
Jugement (arrêt) rendu le, par le tribunal (la cour d'appel) de.....
"Le(date d'apposition de la mention).
"Le maire"

Voir l'exemple V

Révocation de l'adoption

"Adoption révoquée par jugement (arrêt) du tribunal de la cour d'appel de....., rendu le
"Le(date d'apposition de la mention).
"Le maire (le greffier)....."

Adoption simple par le conjoint du parent de l'enfant

"Adopté(e) en la forme de l'adoption simple par (prénoms, nom de l'adoptant)....., né(e) le.....à....., conjoint du parent de l'enfant. Le nom de l'adopté est désormais Jugement (arrêt) rendu le.....par le tribunal (la cour d'appel) de
"Le(date d'apposition de la mention)
"Le maire"

8 - Mention de reconnaissance d'une enfant né légitime (sans jugement préalable)

"Reconnu(e) le à par (prénoms, nom), né le..... à
"Mention apposée sur réquisition de M. le procureur de la République de
"Le(date d'apposition de la mention).
"Le maire"

On trouve aussi parfois l'expression :

"Instruction du parquet de en date du"

Voir les exemples U, AA, AG et AH.